

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

## DE

# MAURITANIE

**BIMENSUEL**  
Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois



**10 RABIA ELAOUEL 1414**  
**30 AOÛT 1993**

35<sup>e</sup> année

### Sommaire

#### I - LOIS ET ORDONNANCES

20 juillet 1993 ..... Loi n° 93-039 relative au code des Postes et Télécommunications

#### II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

##### Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

##### *Actes Divers*

02 août 1993 ..... Décret n° 93-086 portant nomination d'un Ambassadeur - Directeur des affaires juridiques et consulaires au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

##### Ministère de la Défense Nationale

##### *Actes Réglementaires*

12 juillet 1993 ..... Décret n° 103-93 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National "ISTIHQAQ EL WATANI EL MOURITANI"

##### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

##### *Actes Réglementaires*

12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 100 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves inspecteurs  
12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 101 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves Agents

##### *Actes Divers*

14 juillet 1993 ..... Arrêté n° 102 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement fondamental et secondaire à Nouakchott dénommé : "L'école et la vie"  
14 juillet 1993 ..... Arrêté n° 103 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement fondamental et secondaire à Nouakchott dénommé : "EL GHAD"  
02 Août 1993 ..... Décret n° 93-085 portant nomination à l'administration centrale

##### Ministère des Finances

##### *Actes Réglementaires*

12 juillet 1993 ..... Décision n° 1134 portant versement de la participation de la République Islamique de Mauritanie à certains organismes internationaux

14 juillet 1993 ..... Décision n° 1144 portant versement de la contribution de la République Islamique de Mauritanie à l'O.U.A

17 juillet 1993 ..... Décision n° 1158 portant versement de la participation de la République Islamique de Mauritanie à la Compagnie Arabe de Garantie des Investissements (C.A.G.I.)

**Ministère des Mines et de l'Industrie***Actes Divers*

12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 315 portant autorisation d'installation d'une unité industrielle à Nouakchott

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement***Actes Divers*

31 juillet 1993 ..... Décret n° R-93-084 portant nomination d'un conseiller technique au Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

**Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie***Actes Divers*

17 mai 1993 ..... Decision n° 950 portant autorisation d'exploitation d'un forage à Atti-Bahab

**Ministère de l'Education Nationale***Actes Réglementaires*

11 juillet 1993 ..... Arrêté n° R 096 ouvrant le concours d'entrée aux Ecoles Normales d'Instituteurs de

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et de la Culture***Actes Divers*

7 juillet 1993 ..... Arrêté n° 307 portant régularisation de la situation administrative d'un fonctionnaire  
 12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 310 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'EN  
 12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 312 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'EN  
 12 juillet 1993 ..... Arrêté n° 313 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'EN  
 13 juillet 1993 ..... Arrêté n° 318 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire  
 17 juillet 1993 ..... Arrêté n° 320 portant titularisation de certains professeurs de l'enseignement supérieur  
 17 juillet 1993 ..... Arrêté n° 326 portant nomination et titularisation d'un technicien supérieur de Santé  
 17 juillet 1993 ..... Arrêté n° 327 portant rectificatif de certaines dispositions de l'arrêté n° 557 du 14/12

**Ministère de la Santé et des Affaires Sociales***Actes Divers*

5 juillet 1993 ..... Arrêté n° R 091 portant affectation d'un terrain à Nouakchott au profit du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

**Délégation Générale Chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion***Actes Divers*

12 juillet 1993 ..... Arrêté n° R.097 portant délégation de signature  
 12 juillet 1993 ..... Arrêté n° R.098 portant nomination du Président et des membres de la commission départementale des marchés de la Délégation Générale Chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion

**III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION****IV. - ANNONCES**

**L - LOIS & ORDONNANCES**

*Loi n° 93-39 du 20 juillet 1993 relative au code des Postes et Télécommunications.*

L'Assemblée Nationale et Le Senat ont adopté,  
**Le Président de la République** promulgue la loi  
 dont la teneur suit :

**LIVRE I - LE SERVICE POSTAL****TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****Chapitre I - Le Monopole Postal****Section 1****Etendue du Monopole Postal**

**ARTICLE PREMIER** - Le transport des lettres ainsi que les paquets et papiers n'excédant pas le poids d'un kilogramme est exclusivement confié à l'exploitant public des postes et télécommunications. Il est en conséquence interdit à toute personne étrangère à l'exploitant de s'immiscer dans ce transport sous peines d'amende et d'emprisonnement. Tout capitaine ou membre d'équipage d'un navire arrivant dans un port (ou aéroport) de Mauritanie est tenu de porter ou envoyer sur le champ au bureau de poste du lieu toutes les lettres et tous les paquets qui lui ont été confiés autres que ceux constituant la cargaison de son bâtiment.

**Section 2 - Exception au Monopole postal**

**ART 2** Sont exceptés de cette prohibition

- 1° Les sacs de procédures,
- 2° Les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de transport,
- 3° Les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques ainsi que tous les imprimés, quelque soit leur poids, à la condition qu'ils soient expédiés soit sous bande mobile ou sous enveloppe ouverte, soit en paquet non cacheté facile à vérifier.

**Section 3 - Infractions**

**ART 3** Les infractions au respect de la présente loi peuvent être commises par les officiers et agents de la police, les préposés et gradés des douanes, les agents assermentés des postes et télécommunications, le personnel spécial et écrit du directeur des Postes et Télécommunications. L'alinéa premier peut être appliqué sur toutes les personnes exerçant une profession ou de leur commerce, des transports d'un lieu à un autre, en effet se faire assister, s'il y a force publique.

**Chapitre II****Inviolabilité des****Section 1**

**ART 4** Toute atteinte à l'intégrité d'un envoi en conditions normales de transport punie conformément à l'article 7.

**ART 5** - L'exploitant des télécommunications judiciaires qui en font la demande et aux services des communications de changements de domicile.

**Section 2**

**ART 6** Hormis le cas de correspondances et celui de l'article 7, il ne peut être violée l'inviolabilité des correspondances après:

- a) De saisie de correspondances judiciaires;
- b) De saisie de journaux et de diffusion en Mauritanie administrative.

c) De remise de correspondances du failli à son syndic ou d'attribution à une autre personne que le destinataire en exécution d'une décision judiciaire.

ART 7 - Ainsi qu'il est dit à l'article 53 du code des douanes, l'exploitant public des postes et télécommunications est autorisé à soumettre au contrôle douanier, dans les conditions prévues par les conventions et arrangements de l'U P U, les envois frappés de prohibition à l'importation passibles de droits et taxes perçus par le service des douanes ou soumis à des restrictions ou formalités à l'entrée.

L'exploitant public des postes et télécommunications est également autorisé à soumettre au contrôle douanier les envois frappés de prohibition à l'exportation, passibles de droits ou taxes perçus par le service des douanes ou soumis à des restrictions ou formalités à la sortie. Les fonctionnaires des douanes ont accès dans les bureaux de postes sédentaires ou ambulants, y compris les salles de tri, en correspondance directe avec l'extérieur pour y rechercher, en présence des agents des postes, les envois clos ou non, d'origine intérieure ou extérieure à l'exception des envois en transit renfermant ou paraissant renfermer des objets de la nature de ceux cités au présent article. Il ne peut en aucun cas, être porté atteinte au secret des correspondances.

## TITRE II RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT PUBLIC Chapitre 1 Responsabilité en matière d'envois ordinaires

ART 8 - L'exploitant public des postes et télécommunications n'est tenu à aucune indemnité pour perte d'objet de correspondance ordinaire.

## Chapitre 2 Responsabilité en matière d'envois recommandés

ART 9 - L'exploitant public des postes et télécommunications n'est tenu à aucune indemnité soit pour détérioration, soit pour spoliation des objets recommandés. La perte sauf cas de force majeure, donne seule droit au profit de l'expéditeur, soit à défaut ou sur la demande de celui-ci, au profit du destinataire, à une indemnité dont le montant est fixé par décret.

L'exploitant public des postes et télécommunications est déchargé de toute responsabilité en matière de sa responsabilité n'est pas engagée autrement. Il ne peut renoncer à sa responsabilité suite de la destruction ou de la perte résultant d'un cas de force majeure.

ART 10: L'exploitant public des postes et télécommunications est responsable des lettres recommandées par leurs destinataires, soit à une adresse ou à un service ou demeurant avec l'exploitant.

## Chapitre 3 Responsabilité en matière d'envois déclarés

ART 11: L'exploitant public des postes et télécommunications est responsable en concurrence d'une somme de perte de force majeure des lettres et régulièrement déclarées. Il est déchargé de cette responsabilité des lettres dont le destinataire a donné pouvoir a donné reçu. En cas de constatation, l'exploitant est tenu de porter devant la chambre de commerce du domicile de l'expéditeur.

ART 12: Les envois de bijoux, de valeurs, de lettres assimilés aux lettres recommandées, déclarées quant à la responsabilité.

En cas de perte ou de détérioration ou de fracture des boîtes renfermant des lettres réunissant pas les conditions de l'exploitant, n'est tenu à aucune indemnité de même lorsque le dommage est dû à la négligence de l'expéditeur.

ART 13: L'exploitant public des postes et télécommunications est responsable du montant des valeurs déclarées des lettres de destination, est subrogé aux droits des propriétaires. Celui-ci est responsable de l'exploitant, au moment du remboursement, la nature de toutes les circonstances de l'exercice utile de ses droits.

**ART 14:** Lorsqu'une indemnité est due à l'exploitant public des postes et télécommunications pour la destruction ou la perte totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à la restitution des droits et taxes acquittés à l'exportation, excepté le droit d'assurance qui reste dans tous les cas au service de poste d'origine.

**ART 15:** L'exploitant public des postes et télécommunications n'encourt aucune responsabilité en cas de retard dans la distribution ou de non remise par express; dans ce dernier cas, le remboursement du droit spécial est obligatoire.

**ART 16:** Les réclamations concernant les objets de correspondances de toute nature ne sont recevables, quelle qu'en soit l'objet et motif, que dans le délai de deux ans à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi.

### **TITRE 3 DISTRIBUTION POSTALE Chapitre 1 Distribution à domicile.**

**ART 17:** Les directeurs d'hôtels ou leurs préposés agréés par l'exploitant peuvent, dans les conditions fixées par le ministre des Postes et Télécommunications, être autorisés à recevoir, s'il n'y a pas d'opposition écrite de l'expéditeur ou destinataire, les lettres ou objets recommandés ou avec valeur déclarée adressées à leurs clients.

La décharge ainsi donnée a pour effet de substituer la responsabilité des directeurs d'hôtels à celles résultant pour l'exploitant des dispositions des articles 7, 9, 11, 12 de la présente loi.

### **Chapitre 2 Distribution au guichet**

**ART 18:** Les correspondances ordinaires recommandées ou avec valeur déclarée, adressées "poste restante" à des mineurs âgés de moins de dix huit ans ne peuvent leur être remise que sur présentation d'une autorisation écrite du parent qui a la garde de l'enfant ou de son tuteur. En l'absence d'autorisation, les correspondances sont envoyées ou réexpédiées à l'expéditeur.

### **TITRE 4 DISPOSITIONS PENALES**

**ART 19:** Les entrepreneurs de transport sont personnellement responsables des infractions commises par leurs employés, sauf recours contre ceux-ci ou contre personne du fait de laquelle l'infraction est commise.

**ART 20:** Toute personne qui commet une infraction de correspondances en infraction premier, sera punie d'une amende de 10.000 UM.

En cas de récidive, la peine sera de 10 jours à un mois. Il y a récidive lorsque le contrevenant a commis l'une de ces deux peines dans les six mois qui précèdent l'infraction aux dispositions de la présente loi.

**ART 21:** Sera passible de la peine prévue à l'article 20 toute personne qui commet une infraction aux dispositions de l'article 20.

**ART 22:** Les entrepreneurs de transport représentant des courriers ou directement cette profession, l'exploitant public de postes ou se livrent au transport de lettres ou objets recommandés ou avec valeur déclarée seront punis d'une amende de 1.500.000 UM.

Le tribunal ordonne la fermeture des entreprises.

**ART 23:** En cas de récidive, la peine sera de 2.000.000 UM.

Il y a récidive, lorsque le contrevenant a commis l'une de ces deux peines dans les six mois qui précèdent l'infraction aux dispositions de la présente loi.

**ART 24:** L'infraction prévue à l'article 22 est considérée comme une infraction aux dispositions de l'article 22.

**ART 25:** Seront punis d'une amende de 10.000 UM:

1. ceux qui auront commis une infraction ou d'une entreprise de transport ayant déjà été puni d'une amende de 10.000 UM;
2. ceux qui auront commis une infraction de franchise postale d'affranchissement d'un imprimé ou d'un objet d'expédition réglementaire.

**ART 26:** Est interdit, pour les entreprises de transport et télécommunications, la disposition du public d'imprimés reproduisant des formules.

Est interdite également la distribution de tout document, de quelque nature qu'il soit, revêtu de vignettes, de timbres, d'empreintes ou de mentions lui donnant faussement l'apparence d'objet ayant transité par le service postal.

Toute infraction aux dispositions des deux alinéas précédents est punie d'une amende de 1.000 à 10.000UM par formule utilisée ou par document mis en distribution.

**ART 27:** Les utilisateurs des machines à affranchir sans l'autorisation de l'exploitant public des postes et télécommunications, et la tentative de fraude dans l'emploi des dites machines sont punies conformément à l'article 138 du code pénal

**ART 28:** Tout agent de service postal ayant eu connaissance de la mise en service sans autorisation d'une machine à affranchir ou ayant constaté une fraude dans l'utilisation d'une machine à affranchir autorisée et n'en informe pas immédiatement l'exploitant public des postes et télécommunications est puni des mêmes peines prévues à l'article 27

**ART 29:** Seront passibles des peines prévues à l'article 138 du code pénal ceux qui auront

- contrefait des timbres de postes, falsifié ou vendu des formulaires;
- sciemment fait usage de timbres poste, surchargé ces timbres postes, altéré contrefait ou surchargé des cartes d'identité postale.

**ART 30 :** Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 10.000 à 100.000UM ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les dispositions de l'alinéa premier seront applicables aux colis postaux.

**ART 31 :** Les agents des douanes s'assurent, au cours de la visite des navires si le capitaine et les membres de l'équipage ne sont pas porteurs de lettres ou paquets qu'ils prétendent soustraire à la poste. Au cas où une infraction est découverte ils en dressent procès-verbal.

Les lettres ou paquets sont remis au service de poste du lieu.

**ART 32 :** Les procès-verbaux de saisie, ils contiennent ainsi que leurs adresses.

**ART 33 :** Les lettres ou paquets visés par l'article 31 sont remis au service de poste. Les procès-verbaux, au bureau de poste, sont transmis à destination du lieu de réception de la taxe exigible. Les lettres et adresses sans délai par les services des postes et télécommunications. Le Procureur de la République agit contre les délinquants la loi. Les lettres et chaque pli transporté en

## LIVRE II - LE TELECOMMUNICATIONS TI DISPOSITIONS Cha Le monopole des

**ART 34 :** On entend par transmission, émission, réception de signaux, d'écrits, d'images, de renseignements de tout genre par fil, optique, radioélectrique ou électromagnétique.

Aucune installation de transmission ne peut être établie ou employée sans l'autorisation des correspondances que par les services de postes et télécommunications ou

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'émission et à la réception de signaux radioélectriques de toute

**ART 35** : L'établissement des liaisons de télécommunications fonctionnant en dehors du réseau de l'Etat est subordonné à l'autorisation préalable de l'exploitant public des postes et télécommunications, même quand l'établissement est obligatoirement imposé par l'autorité publique pour l'exploitation d'une entreprise quelconque, quel que soit l'objet en vue duquel les liaisons ont été établies ou la nature des communications échangées.

**ART 36** : Sous réserve des besoins du service de l'Etat, toute personne peut utiliser les moyens de correspondance du service des télécommunications, par l'entremise des agents de l'exploitant public des postes et télécommunications ou des agents délégués par cet exploitant. L'exploitant peut exiger, toujours, que le demandeur établisse son identité.

**ART 37** : Toute personne obtient, sur sa demande, l'abonnement au téléphone, aux conditions prévues par les lois et règlements.

L'obtention de l'abonnement peut être subordonnée au paiement préalable à l'exploitant de la somme dont le demandeur serait redevable au titre d'autres abonnements souscrits auprès de l'exploitant public des postes et télécommunications.

Le propriétaire d'un immeuble ou son mandataire ne peut s'opposer à l'installation du téléphone demandé par son locataire ou occupant de bonne foi.

**ART 38** : Le service de la correspondance privée, peut être suspendu par le Ministre des Postes et télécommunications, soit partiellement, soit totalement, soit sur une partie ou sur l'ensemble du réseau des télécommunications.

**ART 39** : La responsabilité de l'exploitant public des postes et télécommunications peut être engagée à raison des services de communications sur le réseau des télécommunications en cas de faute lourde.

## Chapitre II Dispositions

**ART 40** : quiconque sans autorisation, en violation des articles 34 et 35 de la présente loi, installe une installation de télécommunications, des signaux d'un lieu à un autre, de télécommunications d'emprisonnement fermé, est puni de la peine de mort, sans préjudice du coût de la redevance d'ouguiya au plus.

**ART 41** : Est puni de la peine de mort, sans préjudice du coût de la redevance d'ouguiya au plus, l'exploitant public des postes et télécommunications qui, sans autorisation, utilise des télégrammes, des lettres, des cartes, des prospectus, affiches, tracts, des documents d'arrivée des télégrammes, des lettres, des cartes, des prospectus, affiches, tracts, des documents utilisés par l'exploitant public des postes et télécommunications.

Toute personne qui commet une infraction précédente est punie de la peine de mort, sans préjudice du coût de la redevance d'ouguiya au plus. En cas de condamnation, l'exploitant public des postes et télécommunications est obligatoirement tenu de détruire les installations, appareils, documents, et de révoquer l'autorisation de l'exploitant public des postes et télécommunications.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux infractions commises en matière de réception des signaux de télécommunications de nature.

**ART 42** : Les infractions commises en matière de télécommunications peuvent être constatées et dressées par les agents de l'exploitant public des postes et télécommunications. Ces infractions sont punies jusqu'à preuve du contraire.

**ART 43** : Tout agent de l'exploitant public des postes et télécommunications, toute personne admise à participer au service des télécommunications, qui violent le secret de l'exploitant public des postes et télécommunications, est punie de la peine de mort, sans préjudice du coût de la redevance d'ouguiya au plus.

**ART 44** : Toute personne qui, sans autorisation, utilise le contenu des communications de la voie radioélectrique, est punie des peines portées par la loi.

**ART 45** - Toute personne qui, sciemment, transmet ou met en circulation, par la voie radioélectrique, des signaux ou appels de détresse, faux ou trompeurs, est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 10.000UM ou de l'une de ces deux peines seulement.

**Les appareils utilisés par le délinquant ou ses complices peuvent être confisqués.**

**ART 46 -** Toute personne qui effectue des transmissions radioélectriques en utilisant sciemment un indicatif d'appel de la série internationale attribué à une station de l'Etat ou à une station privée autorisée par l'exploitation publique des postes et télécommunications est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an .

**ART 47 - En cas de condamnation pour plusieurs délits ou contraventions prévus par l'article 41, 42, 43, 44, 45 et 46 de la présente loi ou par le code pénal, la peine la plus forte est seule prononcée.**

**TITRE II**  
**ETABLISSEMENT ET ENTRETIEN**  
**DES LIGNES ET DES INSTALLATIONS DE**  
**TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**ART 48 - Les opérations relatives à l'établissement et à l'entretien des lignes de télécommunications appartenant à l'Etat et destinées à l'échange des correspondances sont effectuées dans les conditions prévues au présent titre.**

**ART 49 - L'exploitant public des postes et télécommunications peut exécuter sur le sol ou le sous - sol des chemins publics et leurs dépendances tous travaux nécessaires à la construction et à l'entretien des lignes de télécommunications.**

Les lignes de télécommunications empruntant la voie publique sont établies ou autorisées par l'exploitant public des postes et télécommunications, qui en détermine le tracé après concertation avec l'autorité responsable de la voie. Les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des lignes et ouvrages des télécommunications sont établis en se conformant aux règles de voiries.

**ART 50.** — L'exploitation des télécommunications par l'extérieur des murs ou du public, soit même sur les bâtiments, à la condition de l'extérieur.

Il peut établir des cond  
sous sol des propriét  
fermées de murs ou aut

Il a en outre le droit de poser des supports, de poser des raccords ou de communes des propriétés sur les murs et façades publique, à condition que l'intérieur ou par la p installations sont réalisées des lignes de télécommunication raccordement individuel l'immeuble ou des im nécessité de l'équipement

Il peut installer chez  
partagée, le dispositif d

**ART 51 - L'établissement**  
n'entraîne aucune dépense  
les murs des façades ou  
peut faire obstacle à  
démolir, réparer ou sur

La pose des conduits de ventilation ne constitue pas obstacle au droit de propriété. Le propriétaire doit, un n travaux de démolition, clôturer, prévenir l'expl adressée à son siège.

**ART 52 -** Lorsque  
d'établissement des lig  
de l'exploitant  
télécommunications da  
nécessaire, elle est  
préfectoral.



**ART 53** - Lorsque des supports ou attaches sont placés à l'extérieur des murs et façades ou sur les toits ou terrasses ou encore lorsque des supports et conduits sont posés dans des terrains non clos, il n'est dû au propriétaire d'autre indemnité que celle correspondant au préjudice résultant des travaux de construction de la ligne ou de son entretien.

Cette indemnité à défaut d'arrangement amiable est fixée par la Chambre Mixte du Tribunal Régional du lieu de l'immeuble.

**ART 54** - Les actions en indemnité prévues à l'article 53 sont prescrites dans le délai de deux ans à dater du jour où les travaux ont pris fin.

**ART 55** - L'arrêté préfectoral autorisant l'établissement et l'entretien des lignes de télécommunications est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'un commencement d'exécution dans les six mois de sa date ou dans les trois mois de sa notification.

### **TITRE III**

## **SERVITUDES RADIOELECTRIQUES**

### **Chapitre I**

#### **Servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles**

**ART 56** - Afin d'empêcher que les obstacles perturbent la propagation des ondes radioélectriques émises ou reçues par les centres de toutes nature exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels, il est institué certaines servitudes pour la protection des télécommunications radioélectriques.

**ART 57** - Lorsque ces servitudes entraînent la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature et à défaut d'accord amiable, l'expropriation a lieu conformément aux règles régissant l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Après suppression ou ainsi acquis et lorsqu'en conformité avec les ex l'exploitant public peut immeubles expropriés, préemption aux propr réserve du respect par l'

**ART 58** - Dans les autre droit à l'indemnité s'il e l'Etat antérieur des lie direct, matériel et actue cette indemnité est fix Tribunal Régional du lie

La demande d'indemn parvenir au ministère travaux dans un dela notification aux intére sont imposés.

### **Chapitre II**

#### **Servitude de protection contre les perturbations de réceptions radioélectriques**

**ART 59** - Afin d'assu réceptions radioélectrie nature, exploités, co départements ministér servitudes et obligati réceptions radioélectrie

**ART 60** - Un décret de de l'article précédent e fixe les servitudes im usager d'installations e dans les zones de radioélectrique au jou décret, servitudes aux dans un délais maximu Au cours de la procéd décret de servitude propriétaires et usag investigations nécessa Les frais et dommages sont à la charge de l'exp

**ART 61** - Lorsque l'établissement des servitudes cause aux propriétaires d'ouvrages un dommage direct, ou actuel, il est dû aux propriétaires ou tout ayant droit une indemnité compensant le dommage qu'il éprouvent.

La demande d'indemnité doit, a forclusion, parvenir au ministère intéressé dans le délai d'un an à compter de la notification faite aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

A défaut d'accord amiable, entre l'intéressé et l'administration, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence de la Chambre Mixte du Tribunal Régional du lieu de l'immeuble.

**ART 62** - Sur l'ensemble du territoire y compris les zones de servitudes, la mise en exploitation de toute installation électrique figurant sur la liste dressée par arrêté ministériel, est subordonnée à une autorisation préalable. Cette autorisation intervient suivant la procédure prévue par les textes en vigueur.

**ART 63** - Tout propriétaire ou usager d'une installation électrique, situé en un point quelconque du territoire, même hors des zones de servitudes et produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception radioélectrique public ou privé, est tenu de se conformer aux dispositions qui lui seront indiquées, en vue de faire cesser le trouble, par le ministère dont les services exploitent ou contrôlent le centre; il doit notamment se prêter aux investigations autorisées par un arrêté préfectoral, réaliser les modifications prescrites et maintenir les installations en bon état de fonctionnement.

**ART 64** - Si l'application des dispositions précitées causent des dommages directs, matériels et actuels aux propriétaires ou usagers, il est fait application de l'article 58.

### **Chapitre 3 Dispositions pénales**

**ART 65** - Les infractions aux dispositions du chapitre Ier du titre III et des règlements pris pour son application, sont passibles d'une amende de 10.000 à 100.000 UM

Sur requisição du ministère, la demande de l'exploitation des télécommunications, le Tribunal imparti aux personnes concernées, les dispositions du chapitre III, sous l'astreinte de 2.000 à 10 000 UM, le délai pour régulariser la situation. Dans le cas où le délai n'est pas prononcé courra à partir de la date jusqu'au jour où la situation est régularisée.

Si cette régularisation n'intervient avant l'expiration de l'année de l'expiration du délai, la requisição du ministère, sous les mêmes conditions, relève le montant de l'astreinte, prévu ci dessus.

Le Tribunal peut autoriser l'application des astreintes lorsque la situation est régularisée et que le responsable n'est empêché d'observer, l'indépendance de sa volonté, imparti.

En outre si à l'expiration du délai, le jugement, la situation n'est pas régularisée, l'administration peut, de son office aux frais et risques des responsables.

Les personnes qui ont été condamnées par le présent article et qui ne suivent pas, commettent une infraction aux dispositions du présent article, sous l'amende de 20.000 UM, l'emprisonnement de onze mois, de ces deux peines seulement. Les infractions aux dispositions du présent article peuvent être constatées par les officiers de police, les fonctionnaires assermentés, les fonctionnaires intéressés.

Ces procès verbaux font foi, à défaut du contraire.

**ART 66** - Les infractions aux dispositions du 2 titre III qui entrent dans la catégorie des troubles occasionnés aux personnes, et qui tombent de ce titre, sont organisant la protection des personnes, constatées par les fonctionnaires, fin

Les autres infractions en particulier celles relatives au matériel situé dans les zones de servitudes, sont constatées par les fonctionnaires assermentés de la ou des administrations intéressées.

Les propriétaires ou usagers des installations, même situées en dehors des zones de servitudes, dans lesquelles ont été constatées des perturbations constituant des infractions au chapitre 2 et des règlements pris pour son application, sont tenus de prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser ces perturbations. S'ils ne le font pas eux-mêmes, il y est procédé d'office par les soins de l'exploitant, compte tenu des dispositions de l'article 60.

**TITRE IV**  
**POLICE DE LIAISONS ET DES**  
**INSTALLATIONS DU RESEAU DES**  
**TELECOMMUNICATIONS**

## Chapitre I

### Disposition générales

ART 67 . Lorsque sur une ligne des télécommunications déjà établie, la transmission des signaux est empêchée ou gênée soit par des arbres, soit par l'interposition d'un objet quelconque placé à demeure mais susceptible d'être déplacé, un arrêté du Hakem prescrit les mesures nécessaires pour faire disparaître l'obstacle, à la charge de payer l'indemnité qui est fixée par la Chambre Mixte du Tribunal Régional compétent.

## Chapitre 2

### Dispositions pénales

ART 68 - Toute personne, qui par la rupture des fils, par la dégradations des appareils ou par tout autre moyen, cause volontairement l'interruption des télécommunications, est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 10.000 à 100.000 UM à moins de peine plus sévère.

ART 69 Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 68 de la présente loi, quiconque, de quelque manière que ce soit, détériore ou dégrade une installation du réseau aérien des télécommunications de l'Etat ou compromet le fonctionnement de ce réseau sera puni d'une amende de 20 000 à . . . 000 UM.

**ART 70** Sont punis de l'incrimination de dix-neuf ans et d'une amende de 1.000.000 U.M sans préjudice de la peine d'entrainer leur complicité les individus qui, dans un but insurrectionnel, ont détruit ou perturbé le service d'une ou plusieurs télécommunications, bloqué des appareils, envahi à l'aide de programmes ou plusieurs centraux de télécommunications, ceux d'une autre moyen, avec violence ou sans violence, télécommunications ou télécommunication entre l'autorité publique ou qu'elle exerce violence ou menace au réseau de télécommunications.

**ART 71** Toute attaque, tout abus de confiance et voies de faits envers les personnes exerçant des activités de télécommunications dans les conditions prévues par la loi sont punies des peines prévues par la loi, suivant les distinctions établies par les articles 191 et suivant.

ART 72 - Lorsque  
télécommunications longe  
canal concédé par l'Etat, l'  
été occasionnée par l'inex  
cahier des charges et d  
exécution de ces clauses so  
aux concessionnaires ou  
reglements ou arrêté  
contravention est dressé p  
service des télécommunica  
L'infraction prévue au prés  
amende de 10.000 à 100.00  
dans les quinze jour de  
administrativement à  
concessionnaire, à la d  
transmis, dans le même dé

**ART 73.** Sans préjudice de la présente loi, quiconque soit, détériore ou dégrade le réseau souterrain des télécommunications ou compromet le fonctionnement d'un service de télécommunication est puni d'une amende de 10.000 francs.

Lorsqu'il s'agit d'un ouvrage souterrain de télécommunications comportant plusieurs câbles, il est prononcé autant d'amende que de câbles détériorés ou dégradés ou dont le fonctionnement a été compromis.

Lorsque sur la demande du maître de l'ouvrage ou maître de l'oeuvre d'opérations de travaux publics ou privés, l'exploitant public n'a pas donné connaissance à l'entreprise, avant l'ouverture du chantier, de l'emplacement des réseaux souterrains existant dans l'emprise des travaux projetés, l'infraction prévue au présent article ne peut être retenue. La communication de ces infractions est affectée selon les modalités prévues par la voie réglementaire.

ART 74 - Les crimes, délits ou contraventions prévus dans le présent titre peuvent être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les Officiers de Police Judiciaire et agent assermentés de l'exploitant public des postes et télécommunications.

ART 75 - L'exploitant public des postes et télécommunications peut prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser les dommages résultant des crimes, délits et contraventions. Le recouvrement des frais qu'entraîne l'exécution de ces mesures est poursuivi administrativement ainsi qu'il est procédé en matière de redevances et taxes des P.T.T.

#### TITRE V

### PROTECTION DES CABLES SOUS MARINS

#### Chapitre 1

##### Dispositions générales

ART 76 - Toute personnes qui, par négligence coupable et notamment par un acte ou une omission puni de peine correctionnelle, rompt un câble sous-marin ou lui cause une détérioration qui peut avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou partie les télécommunications est tenue dans les vingt quatre heure de son arrivée de donner avis aux autorités locales du premier port où abordera le navire sur lequel il est embarqué, de la rupture, de la détérioration du câble sous-marin dont il se sera rendu coupable.

#### Chapitre 2

##### Dispositions pénales

ART 77 - A défaut de la déclaration exigée par l'article 76 les infractions prévues au dit article sont punies d'une amende de 120.000 UM à 200.000 UM et, éventuellement d'un emprisonnement de 12 jours à quatre mois.

ART 78 - En cas de recidive des infractions édictées ci-dessus est prononcée l'amende qui peut être élevée jusqu'au double. Il y a recidive pour les faits lorsque, à une époque quelconque, le délinquant a été condamné pour une infraction aux dispositions du présent titre.

ART 79 - Sont déclarées nullités les infractions prononcées pour infractions aux dispositions du présent titre. Les autres cas de responsabilité sont traités conformément aux dispositions du Code des Obligations.

ART 80 - En cas de conviction pour les infractions prévues par le présent titre, la peine est seule prononcée.

### Section 2 - Dispositions relatives aux navires

ART 81 - Les infractions prévues par l'article 14 de la Convention internationale du 14 mars 1954 relative à la protection des câbles sous-marins sont commises par tout le membre d'équipage d'un navire matriculé au Tribunal dans le ressort de la compétence d'attache du bâtiment du port de Mauritanie dans lequel le bâtiment.

ART 82 - Les poursuites pour les infractions prévues par le présent titre sont exercées par le ministère public sans préjudice des poursuites civiles.

ART 83 - Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article 10 de la convention internationale du 14 mars 1884 ne sont point opposables au Tribunal. A défaut de procès-verbaux dressés en vertu de ces actes, les infractions sont constatées par les témoins.

ART 84 - Toute attaque, tout acte de violence ou voies de fait envers les câbles sous-marins aux termes de l'article 10 de la convention internationale du 14 mars 1884 à l'effet de gêner l'exercice de leurs fonctions sont punies des peines appliquées à la rébellion aux termes établies au Code Pénal en vigueur.

**ART 85** - Est punie d'une amende de 20.000 à 200.000UM et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans toute personne qui rompt volontiers un câble sous-marins ou lui cause une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou partie, les télécommunications. Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits. Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration qui par la nécessité actuelle de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

**ART 86** - Est puni d'une amende de 1.000 à 10.000UM et d'un emprisonnement de deux à dix jours, quiconque s'est refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus à l'article 83 de la présente loi.

**ART 87** - Est puni d'une amende de 10.000 à 100.000UM :

- 1° - Tout capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin n'observe pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir l'abordage ;
- 2° - Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retire pas ou ne se tient pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;
- 3° - Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position du câble, ne se tient pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille au moins.

**ART 88** - Est puni d'une amende de 10.000 à 100.000UM et peut être puni d'un emprisonnement de 10 jours à un mois :

- 1° - Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui a jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin, dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées, autrement, ou s'est amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf les cas de force majeure ;

2° - Le patron de tout bâtiment qui ne se tient pas ses engins de pêche à un mille nautique au moins de la pose, à la réparation ou à la détérioration, toutefois, les engins aperçoivent ou sont à portée de vue du bâtiment portant le câble, pour se conformer aux dispositions nécessaires pour la pose, sans que ce délai excède quatre heures.

3° - Le patron de tout bâtiment qui ne se tient pas ses engins de pêche à un mille nautique au moins de la pose, destinées à indiquer la position du câble sous-marins.

**ART 89** - Est puni d'une amende de 100.000UM et peut être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

- 1° - Toute personne qui, en violation des articles 87 et 88 rompt un câble sous-marin, cause une détérioration ou un résultat d'interruption ou partie, les télécommunications ;
- 2° - Le capitaine de tout bâtiment qui, en violation des articles 87 et 88 pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, est cause, par sa faute, de la détérioration ou du résultat d'interruption ou partie, les télécommunications ;

**ART 90** - Est puni d'une amende de 100.000UM et peut être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

- 1° - Toute personne qui, en violation des articles 87 et 88, son domicile, met à disposition des instruments de pêche exclusivement à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;
- 2° - Toute personne qui, en violation des articles 87 et 88, instruments ou engins de pêche ;

#### Sect Disposition spéciales

**ART 91** - Les dispositions de la présente loi sont observées dans les eaux territoriales de la Mauritanie, commise dans les eaux territoriales de la Mauritanie ou étranger, faisant partie de l'équipement de la Mauritanie ou étranger, dispositions de l'article 70 de la présente loi.

ART 92 - Les infractions des câbles sous marins sont jugées soit par le tribunal compétent du lieu où le délit a été commis ou du port d'attache du navire s'il est naturalisé mauritanien ou le Tribunal du premier port mauritanien où il abordera s'il est étranger.

ART 93 - Les infractions commises dans les eaux territoriales sont établies par procès-verbaux et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

ART 94 - Les procès-verbaux prévus à l'article précédent sont dressés :

- a) Par les officiers commandants tous les navires de guerre mauritaniens;
- b) Par les O.P.J.
- c) Et par les fonctionnaires et agents énumérés à l'article 74 de la présente loi.

Toute attaque, toute résistance, avec violence et voies de faits envers les agents ayant qualité aux termes des dispositions ci-dessus pour dresser procès-verbal dans l'exercice de leurs fonctions, est punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code Pénal.

ART 95 - Les procès-verbaux dressés par les personnes énumérées à l'article précédent font foi jusqu'à preuve du contraire.

ART 96 - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 85, l'auteur de la rupture ou de la détérioration est tenu, sous peine d'une amende de 10.000 à 100.000 UM de faire la déclaration prévue à l'article 76.

ART 97 - En cas de récidive, le maximum des peines édictées à l'article 96 est prononcé ce maximum peut être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive pour les faits prévus par les articles 87 et 90 lorsque dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre l'auteur un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles.

## TITRE VI

### SERVICES RADIOÉLECTRIQUES

#### Chapitre I

#### Dispositions générales

ART 98 - Aucune installation radioélectrique privée pour l'émission ou la réception des signaux ou des correspondances ne peut être établie ni utilisée que dans les conditions déterminées dans le présent titre.

ART 99 - L'établissement radioélectriques de assurer l'émission, la l'émission et la réception des correspondances sont administratives constatées par les ministres de l'Intérieur.

ART 100 - Par dérogation pas soumises à l'autorisation.

Les stations radioélectriques de cadre de la défense nationale. Par le ministre de l'Intérieur. Par le service de la sécurité que celle du mouvement de

ART 101 - Toute autorisation d'installation de station de radioélectriques profit d'une administration publique. Le paiement d'une redevance pour l'usage des postes et télécommunications. La redevance sera fixée par le ministre de l'Intérieur et des télécommunications. Les réseaux et des fréquences.

ART 102 - L'exploitation des services de télécommunications. Les appareils radioélectriques de manœuvre desquelles. L'opérateur est obligé d'obtenir de ce certificat.

ART 103 - Les stations de radioélectriques de réception ne doivent être installées que dans les postes récepteurs. En cas de troubles de radioélectriques privées. Le ministre de l'Intérieur public des postes et des télécommunications. Prescrire toutes dispositions utiles.

ART 104 - Les stations de radioélectriques établies, exploitées et utilisées. Les risques des permissionnaires. L'exploitant public des postes et des télécommunications. Responsabilité à raison de

ART 105 - Le permissionnaire des stations de radioélectriques des États, offices ou parties de l'administration. L'émission et de transmission. Sous le contrôle et avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur.

106. - Les informations de toutes natures transmises par les stations radioélectriques privées d'émission sont soumises au contrôle de l'Etat dans les conditions prévues au présent chapitre.

ART.107. - Les stations d'installations et appareils radioélectriques privés de toute nature peuvent être provisoirement saisis et exploités, s'il y a lieu, sans indemnité, par décision du conseil des ministres, dans tous les cas où leur utilisation serait de nature à nuire à l'ordre à la sûreté ou au crédit public ou à la Défense Nationale.

Le ministre chargé des Postes et Télécommunications peut prendre les mêmes mesures dans le cas où l'utilisation apporterait des troubles à la correspondance radioélectrique ou ne serait pas conforme aux conditions fixées par l'autorisation.

ART.108. - L'exploitant public des postes et télécommunications exerce un contrôle permanent sur les conditions techniques et d'exploitation des stations radioélectriques privées de toutes catégories. Les ministres de l'Intérieur des Postes et Télécommunications, de la Culture et de l'information, sont chargés de contrôler la teneur des émissions.

Le ministre de l'Intérieur des Postes et Télécommunications, assure en accord avec le Ministre de la défense Nationale, la recherche des postes clandestins.

Les agents de l'exploitant public des postes et télécommunications et du ministère de l'Intérieur chargé du contrôle peuvent, à tout instant pénétrer dans les stations.

ART.109. - Tout détenteur d'un appareil radioélectrique d'émission, même s'il s'agit d'un appareil de télécommande est tenu, dans les conditions fixées par décret, d'en effectuer la déclaration.

ART.110. - Tout constructeur, tout commerçant ou toute autre personne, cédant fût-ce gratuitement, un appareil radioélectrique d'émission, même s'il s'agit d'un appareil de télécommande, est tenu dans les conditions qui sont fixées par l'exploitant public des postes et télécommunications de déclarer cette cession. Le cédant doit s'assurer de l'identité du cessionnaire et faire mention de celle-ci dans sa déclaration.

ART.111. - Les infractions aux articles 99 et 105 sont punies par l'article 40, sans préjudice des peines plus sévères.

Les infractions aux articles 106 et 107 sont punies d'une amende de 10.000 U.M. à un mois d'emprisonnement. En cas de récidive, l'amende est portée à 200.000 U.M.

ART.112. - Il y a récidive lorsque le délinquant, dans le premier jugement pour l'une des infractions ci-dessus, a été condamné par une juridiction de Mauritanie.

### LIVRE III - LES SERVICES POSTAUX TITRE I - CHÈQUES POSTAUX

ART.113. - Le service des chèques postaux est placé sous l'autorité du ministre des Postes et Télécommunications.

ART.114. - Peuvent bénéficier des chèques postaux les courants postaux, sous réserve de l'approbation de l'exploitant public des postes et télécommunications. Les personnes physiques ou morales, administratives ou publiques et groupements ou privés.

Les demandes d'ouverture de courant postal sont déposées sur papier libre; les chèques postaux sont tirés sur la habitude du titulaire du courant postal. Les chèques postaux sont tirés sur papier libre.

ART.115. - Le chèque postal porte la date du jour où il est émis ainsi que le montant en chiffres et en lettres.

Cette somme doit être en lettres, le montant en chiffres. La différence entre les deux doit être nulle.

Le chèque postal est valable jusqu'à la date d'émission est payée au porteur.

Le chèque postal sa création est considéré comme un résident du tireur des chèques postaux reproduit. Le chèque postal sans signature n'a pas de valeur. Le chèque postal vaut comme un chèque.

**ART.116.** - Le chèque postal présenté au paiement par le bénéficiaire, celui-ci ne peut refuser un paiement partiel.

Si la provision est inférieure au montant du chèque, le bénéficiaire a le droit d'en demander le paiement jusqu'à concurrence de la provision, après déduction de la taxe applicable à l'opération effectuée.

En cas de paiement partiel, le centre de chèques postaux, détenteur du compte du tireur, peut exiger que la mention de paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée.

**ART.117.** - Dans le cas et conditions déterminés par décret, la non exécution d'un chèque postal présenté au paiement par le bénéficiaire est constatée par un certificat de non paiement établi immédiatement par le centre de chèques postaux et qui sera remis au bénéficiaire dans quatre jours ouvrables qui suivent le jour de la réception du chèque par ledit centre.

En cas de paiement partiel, ce certificat est délivré immédiatement au bénéficiaire. Le certificat permet au bénéficiaire d'exercer son recours contre le tireur. Ce délai peut être modifié par décret.

**ART.118.** - Le bénéficiaire peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours

- 1- La somme impayée sur le montant du chèque;
- 2- Les intérêts au taux légal à partir de la date de présentation du titre, telle qu'elle est indiquée par le certificat de non paiement.

**ART.119.** - Le chèque postal de paiement peut recevoir un barrement spécial avant d'être présenté à l'encaissement.

Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto.

Le nom du banquier désigné est réputé non avenu.

Le chèque barré ne peut être payé qu'au banquier désigné par une chambre de compensation ou par virement à son compte courant postal, ou au bénéficiaire, par virement à son compte courant postal. "Si le bénéficiaire du chèque postal barré, est le tireur lui-même, le chèque postal peut également lui être payé en numéraire". Le banquier désigné peut recourir à un autre banquier pour l'encaissement par une chambre de compensation.

Le chèque postal peut porter deux barrements aux maximum dont l'un pour l'encaissement par une chambre de compensati

**ART.120.** Si malgré cette opposition pour d'autres cas, même dans le cas où une engagée, doit sur une dem la main levée de l'opposition

**ART.121.** - L'exploitant des télécommunications est responsable des pertes de lettres reçues pour être portées aux courants postaux.

Lorsqu'il est fait usage de lettres télégraphiques de verser l'argent, l'article 128 sont applicables. L'exploitant public des postes n'est responsable des retards dans l'exécution du service. Aucune réclamation n'est admise pour les opérations ayant plus de dix jours. En cas de réclamation, la réception et au remboursement de la matière de mandats sont postaux.

**ART.122.** - En cas de change de situation légale civile ou la situation légale courante postale, avis doit être donné aux chèques postaux détenteur public ne peut être tenu des conséquences pouvant résulter de la situation. ne lui auraient pas été notifiées. Au regard de l'exploitant public, le paiement régulièrement effectué par le tireur est considéré comme transformation du chèque postal. Le paiement a lieu par ce chèque postal. L'exploitant public encourt une responsabilité pécuniaire encourue par le titulaire du compte qu'en matière de mandat. Le titulaire du compte est responsable des conséquences abusives, de la perte ou de la destruction des chèques qui lui ont été remis. Les postes et télécommunications

**ART.123.** - La responsabilité d'un faux virement d'indication de virement inexact ou incomplet est du chèque.

La possession par l'exploitant public des télécommunications d'un chèque postal pour valoir libération au compte.



**ART.124. -** Le centre des chèques postaux peut clôturer tout compte courant sur lequel aucune opération n'a été effectuée depuis 10 ans.

Dans ce cas le solde dudit compte est viré dans un compte spécial dont les modalités de gestion seront définies par arrêté du ministre chargé des Postes et Télécommunications.

L'exploitant peut prononcer d'office la clôture d'un compte courant postal, notamment pour utilisation abusive ou lorsqu'un ou plusieurs chèques postaux ont été tirés par le titulaire sans provision suffisante. En cas de décès du titulaire, le compte est clôturé à la date où le décès est porté à la connaissance du service détenteur du compte ; le remboursement du solde a lieu à la diligence du centre de chèques postaux détenteur, par mandat ou par virement postal au profit des héritiers.

## **TITRE 2 MANDATS**

**ART.125. -** Dans le régime intérieur mauritanien, les envois de fonds peuvent être effectués au moyen de mandat émis par l'exploitant public des postes et télécommunications et transmis par la voie postale ou voie télégraphique.

Les mandats acheminés par voie postale peuvent être, soit des mandats ordinaires transmis au bénéficiaire par les soins de l'expéditeur, soit des mandats cartes acheminés directement au bureau de postes d'émission au bureau chargé du paiement.

La transmission des mandats par voies télégraphiques est soumise à toutes les règles applicables aux télégrammes privés et notamment à celles de l'article 39 sous réserve des dispositions de l'article 128.

**ART.126. -** Les mandats émis payés par l'exploitant public des postes et télécommunications sont exemptés de tout droit de timbre.

**ART.127. -** Les taxes et droits de commission prévus au profit de l'exploitant public des postes et télécommunications lui sont acquis alors même que les mandats demeurent impayés.

**ART.128. -** Sous réserve des dispositions des articles 130 et 131 l'exploitant public des postes et télécommunications est responsable des sommes converties en mandats jusqu'au moment où elles ont été payées dans les conditions prévues par les règlements.

**ART.129. -** L'exploitant des télécommunications est responsable du paiement, des mandats émis contre décharge des valeurs régulièrement accréditées par les postes.

**ART.130. -** Le montant des mandats dont le paiement ou le remboursement est réclamé par les ayants droit doit être compté du jour où ils ont été définitivement acquis à l'exploitant des postes et télécommunications.

**ART.131. -** Passé le délai de prescription précédent, les réclamations de toute nature ne sont plus susceptibles d'être l'objet et le motif.

## **TITRE 3 VALEUR A**

**ART.132. -** Dans le régime intérieur mauritanien, les factures, billets, traites, chèques, valeurs commerciales ou autres, peuvent être protestables ou exceptions déterminées par le ministre des Postes et Télécommunications.

**ART.133. -** Dans le régime international, les correspondances déterminées par le ministre des Postes et Télécommunications chargé des Postes et Télécommunications peuvent être envoyées contre remboursement, dont le montant est fixé par le ministre des Postes et Télécommunications, indépendamment de la valeur déclarée, dans le cas échéant, de la déclaration.

**ART.134. -** Pour le recouvrement des effets de commerce qui l'ont été au présent titre, l'exploitant des postes et télécommunications ne peut opposer les obligations prévues par la législation et la réglementation.

**ART.135. -** Le montant des sommes à percevoir sur les valeurs contre remboursement doit être compté du jour où elles ont été émises. Il n'est pas admis de répétition contre l'exploitant des postes et télécommunications de la somme payée.

L'exploitant public des postes et télécommunications est dispensé de toute formalité touchant à la constatation de non paiement.

ART.136. - A la condition d'être titulaire d'un compte courant postal, l'expéditeur peut demander que le chèque et effets non recouverts soient remis dans les conditions fixées par l'exploitant public des postes et télécommunications, à un notaire ou à un huissier en vue de l'établissement d'un protêt.

L'expéditeur qui use de cette faculté autorise de ce fait le prélèvement du montant des frais de protêt et de la taxe postale de présentation perçue par l'exploitant public sur l'avoir de son compte courant postal.

L'expéditeur est tenu de maintenir au crédit de son compte courant postal une somme suffisante pour permettre le prélèvement de ces frais. Il conserve la faculté d'en demander le remboursement au débiteur protesté.

ART.137. - Au cours des transmissions postales et opérations préparatoires à la mise des valeurs ou objets aux intéressés, la responsabilité de l'exploitant public des postes et télécommunications est la même en matière de correspondance postale de la catégorie à laquelle appartiennent les envois, suivant qu'il s'agit d'objets ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée.

ART.138. - A partir du moment où les valeurs ou objets ont été remis au débiteur ou au destinataire, l'exploitant public des postes et télécommunications est responsable des sommes encaissées ou qui auraient dû l'être. Lorsque ces sommes ont été converties en mandats ou versées au crédit d'un compte courant postal, sa responsabilité est la même qu'en matière de mandats ou de titres du service des chèques postaux.

En cas de refus de paiement à présentation d'une valeur soumise à protêt, l'exploitant public est déchargé par la remise de cette valeur à un notaire ou à un huissier.

L'exploitant public n'est pas responsable des retards dans l'exécution du service, notamment en ce qui concerne la présentation à domicile des effets protestables et la remise des effets impayés au notaire ou à l'huissier chargé de dresser protêt.

ART.139. - Dans le cadre prévu à l'alinéa 1 de l'article 139 ci-dessus les réclamations concernant les valeurs à recouvrer et les envois contre remboursement sont reçus dans les délais de deux ans à partir du dépôt.

ART.140. - Les dispositions relatives aux chèques postaux ne sont pas applicables ni aux valeurs à recouvrer ni aux envois remis à l'encaissement des chèques postaux par les titulaires de chèques postaux, ni aux envois de chèques postaux.

## TITRE II PROCEDURE DE RECouvreMENT DES TAXES ET REDEVANCES

ART.141. - Le recouvrement des taxes et redevances de l'exploitant public, redevances de l'exploitant public, est régi par les dispositions suivantes.

ART.142. - Pour le recouvrement des taxes et redevances de toute nature, l'exploitant public dispose d'un privilège général sur les biens meubles et immeubles de ses débiteurs, y compris les sûretés instituées par les débiteurs. L'exploitant public est tenu de faire inscrire son privilège au registre des privilèges de l'exploitant public.

ART.143. - A défaut de paiement des taxes et redevances par le débiteur, l'exploitant public des postes et télécommunications fera notifier au redevable une lettre de mise en demeure de payer, sous huitaine, des sommes dues.

ART.144. - Si à l'expiration du délai précédent, le débiteur ne paie pas, l'exploitant public des postes et télécommunications saisit la chambre mixte du tribunal de première instance en paiement.

La chambre mixte saisie est compétente pour statuer sur l'alinéa premier statue dans l'article 144 ci-dessus, à compter de la date de sa saisine, et pour exécuter les décisions exécutoires nonobstant tout recours en appel.

ART.145. - Sur demande de l'exploitant public des postes et télécommunications, le juge des référés prononcera d'office la saisie des biens, effets et titres du débiteur et leur mise sous séquestration judiciaire.

ART.146. - L'exploitant public des postes et télécommunications est dispensé de frais de consignation préalables prévus à l'article 89 bis du code de procédure civile commerciale et administrative.

ART.147. - Les administrateurs et gérants des sociétés, autres que celles à capitaux publics sont responsables dans leur patrimoine propre des taxes et redevances dont sont débitrices les sociétés qu'ils administrent ou gèrent. Les biens des administrateurs et gérants sont de plein droit frappés de saisie, conformément aux dispositions de l'article 145 de la présente loi.

ART.148. - Des décrets pris en vertu de la présente loi.

ART.149. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

ART 150. - La présente loi est promulguée au Journal Officiel et exécutée immédiatement.

Fait à Nouakchott, le 28 août 1993.

PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

MAAOUYA OULI

## II. - DECRETS, ARRÊTES, DECISIONS

### Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

#### ACTES DIVERS

*Décret n° 93-086 du 02 août 1993 portant nomination d'un ambassadeur - directeur des affaires juridiques et consulaires au ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Diakhité Mamadou, attaché des affaires étrangères, précédemment Consul Général de la République Islamique de Mauritanie à Paris,

est nommé ambassadeur - directeur des affaires juridiques et consulaires au ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

ART 2. Le présent décret est promulgué au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de la Défense Nationale

#### ACTES DIVERS

*Décret n° 103-93 du 12 juillet 1993 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite National.*

*"ISTIHQAQ EL WATANI EL MOURITANI"*

ARTICLE PREMIER - Sont nommés, à titre exceptionnel, au grade d'officier dans l'ordre du Mérite National "ISTIHQAQ EL WATANI EL MAURITANI"

Colonel  
Lieutenant Colonel  
Lieutenant Colonel  
Lieutenant Colonel  
Lieutenant Colonel

Jarraud  
Roméro  
Pillfert  
Barloy  
Balssa

Marc  
Alain  
Pierre  
Bernard  
Max

ART 2 - Est promu, à titre exceptionnel, au grade d'officier dans l'Ordre du Mérite National "ISTIHQAQ EL WATANI EL MAURITANI"

Commandant  
Médecin-Principal  
Capitaine  
Capitaine  
Capitaine  
Le Lieutenant de Vaisseau  
Capitaine  
Capitaine  
Capitaine  
Maître-principal

Adjudant Chef  
Maître Principal  
Maître Principal  
Adjudant-Chef  
Adjudant-Chef  
Adjudant-Chef

Eliasu  
Cote  
Cabon  
Boin  
Deloge  
Saint Martin Robert

- Adjudant-Chef  
- Adjudant-Chef  
- Adjudant

ART 3 - Le présent décret  
Officiel de la République Isl

### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

*Arrêté n° 100 du 12 juillet 1993 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves inspecteurs de police.*

**ARTICLE PREMIER** - Un concours direct et professionnel pour le recrutement de 20 élèves-inspecteurs de police option arabe et bilingue sera organisé à Nouakchott les 4 et 5 septembre 1993.

**ART 2** - Le nombre de places est ainsi réparti :

**Concours direct** : 14 places dont 7 pour l'option arabe et 7 pour l'option Bilingue.

**Concours Professionnel** : 6 places dont 3 pour l'option Arabe et 3 pour l'option Bilingue.

Toutefois, les places non pourvues au titre de l'un des concours pourront être reportées sur l'autre.

**ART 3** - Le Concours direct est ouvert aux personnes âgées de dix neuf (19) ans au moins et de vingt huit (28) ans au plus, titulaires du brevet d'étude du 1er cycle ou du niveau de la classe de 4ème année secondaire, ayant une taille au moins égale à 1m65 et une acuité visuelle d'au moins 15/10° pour les deux yeux (verres correcteurs admis).

Le concours professionnel est ouvert aux fonctionnaires de police comptant à la date d'ouverture du concours 3 années de service effectif dans l'un des corps de la sûreté de la catégorie immédiatement inférieure à celle du corps postulé et dont la note définitive d'appréciation du supérieur hiérarchique est égale au moins à 16 sur 20; il doit en outre fournir une attestation de stage de perfectionnement ou de recyclage.

**ART 4** - Le dépôt des dossier de candidatures s'effectuera à la direction Générale de la Sûreté Nationale (Direction du Personnel et de la Formation) avant le 28 juillet 1993.

Le dossier de candidature comprend :

A) Pour le Concours Direct

une demande manuscrite timbrée à 50 U.M  
un Certificat de Nationalité Mauritanienne  
un Extrait d'acte de naissance ou de Jugement supplétif en tenant lieu.

le Diplôme exigé ou à défaut un certificat de scolarité de la classe de 4ème année de l'enseignement secondaire;

un extrait du Casier Judiciaire. - tant de moins de trois mois;

- un Certificat médical d'un médecin agréé attestant d'un service actif de jour coégale au moins à 1m65, d'au moins à 15/10° pour les deux admis ) et qu'il est indemne de toute affection cancéreuse tuberculeuse ou poliomyélie.

B) Pour le Concours  
- une demande manuscrite timbrée à 50 U.M accompagnée d'un certificat de recyclage ou de perfectionnement.

**ART 5** - Les épreuves de conformément au tableau ci-dessous.

A) Concours

#### Epreuves

Composition sur un ordre général pouvant éventuellement se rapporter à l'histoire, la géographie ou l'économie, le développement de la Mauritanie.

Exposé sur une question de droit pénal ou de la procédure pénale.

une question sur l'histoire ou la géographie de la Mauritanie (en arabe pour les deux options).

Epreuve facultative de langue

B) Concours P

#### Epreuves

Composition sur un ordre général pouvant éventuellement se rapporter à l'histoire, la géographie ou l'économie, le développement de la Mauritanie.

Exposé sur une question de droit pénal ou de la procédure pénale.

Exposé sur l'organisation politique administrative ou judiciaire de la Mauritanie.

Epreuve facultative de langue

Les notes à l'épreuve facultative de langue ne sont prises en considération que si la moyenne des points dépasse la note de 10/20.

ART 6 - Les épreuves sont notées de 0 à 20, la note zéro étant éliminatoire.

ART 7 - Aucun candidat ne peut être déclaré admis ou figurer sur la liste complémentaire, s'il n'a obtenu pour l'ensemble des épreuves obligatoires au moins quatre vingt dix points (90) et avoir satisfait aux conditions de la contre visite médicale.

ART 8 - Le Directeur général de la Sûreté Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 101 du 12 juillet 1993 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves agents de police.**

**ARTICLE PREMIER -** Un concours direct pour le recrutement de 280 élèves-agents de police option arabe et bilingue sera organisé les 4 et 5 septembre 1993 dans les centres ci-après :

Centre de Néma, pour la Wilaya du Hodh-Charghi ;

Centre d'Aioun, Pour la Wilaya du Hodh El Gharbi ;

Centre de Kiffa, pour la wilaya de l'assaba ;

Centre de Kaédi, pour la Wilaya du Gorgol ;

Centre d'Aleg, pour la Wilaya du Brakna ;

Centre de Rosso, pour la Wilaya du Trarza ;

Centre d'Akjoujt, pour la Wilaya de l'Inchiri ;

Centre d'Atar, pour la Wilaya de l'Adrar ;

Centre de Nouadhibou, pour la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou ;

Centre de Zouerate, pour la Wilaya de Tiris-Zemour ;

Centre de Tidjikja, pour la Wilaya du Tagant ;

Centre de Sélibaby, pour la Wilaya du Guidimagha ;

ART 2 - Le nombre de places est ainsi repartit :

Option Arabe 140 places; Option Bilingue 140 places

Toutefois les places non pourvues au titre de l'une des options pourront être reportées sur l'autre.

ART 3 - Le Concours direct est ouvert aux personnes âgées de dix neuf (19) ans au moins et de vingt huit (28) ans au plus, titulaires du Certificat de fin d'Etudes Fondamentales ou du niveau de la classe de 1ère année secondaire au moins, ayant une taille au moins égale à 1m65 et une acuité visuelle d'au moins 15/10° pour les deux yeux (verres correcteurs admis).

ART 4 - Le dossier de candidature devra être déposé auprès des Directions Régionales de la Sûreté Nationale avant le 28 juillet.

ART 5 - Le Dossier de candidature comprendra :

une demande manuscrite ;

un Certificat de Nationalité ;

un Extrait d'acte de naissance ;

un Supplétif en tenant lieu ;

une copie du diplôme ;

une attestation de scolarité de la classe ;

un extrait du Casier ;

un Certificat médical ;

un service actif de jour ;

une photo d'identité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

une attestation de scolarité ;

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 102 du 14 juillet 1993 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé fondamental et secondaire à Nouakchott dénommé : "L'école et la vie"**

**ARTICLE PREMIER** - Mr Sakho Mamadou Dickall né en 1942 à Médérdra, de Nationalité Mauritanienne, domicilié à Nouakchott, est autorisé à ouvrir un établissement d'enseignement privé fondamental et secondaire dénommé : "L'ECOLE ET LA VIE".

**ART 2** - Toute infraction aux dispositions du décret n°82-015 bis du 12 février 1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

**ART 3** - Les secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur, des Postes et de Télécommunications et de l'Éducation Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel.

**Arrêté n° 103 du 14 juillet 1993 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé fondamental et secondaire à Nouakchott dénommé : "EL GHAD".**

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Yahya Ould Ahmed né en 1956 à Tidjikja, de Nationalité Mauritanienne, domicilié à Nouakchott, est autorisé à ouvrir un établissement

d'enseignement privé dénommé : "EL GHAD".

**ART 2** - Toute infraction n°82 015 bis du 12 février 1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

**ART 3** - Les secrétaires de l'Intérieur, des Postes et de l'Éducation Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel.

*Decret n° 93-085 du 14 juillet 1993 portant nomination à l'administration*

**ARTICLE PREMIER** - Est nommé à l'Intérieur, des Postes et de Télécommunications, **ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL** M. Dah, administrateur en remplacement de Monsieur Dah, à d'autres fonctions.

**ART 2** - Le présent décret du 14 avril 1993 sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère des Finances**

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**Décision n° 1134 du 17 juillet 1993 portant versement de la participation de la République à certains organismes internationaux.**

**ARTICLE PREMIER** - Est autorisé le versement de la participation au profit de certains organismes conformément au tableau ci-dessous :

ORGANISMES	MONTANT	N° COMPTE
Société Financière Internationale (S.F.I.)	Sept. Millions Spte cent quatre vingt huit mille (7 788 000) ouguiya	Compte n° 0210 Fédéral Resrve
Banque Islamique de Développement (B.I.D)	Huit Millions cinq cent soixante six mille (8.566.000) Ouguiya	Compte Saudi Islamic Develop Subscription Ac

**ART 2** - La dépense est imputable au Budget de l'Etat Gestion 1993, Titre 01 Chapitre 10

**ART 3** - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Trésorier Général sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*Décision n° 1144 du 17 juillet 1993 portant le versement de la contribution de la République Islamique de Mauritanie à l'O.U.A.*

ARTICLE PREMIER - Est autorisé le versement de la somme de . DIX HUIT MILLIONS DE CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQUANTE QUATRE (18.849 054) Ouguiya au profit de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) représentant la contribution de la République Islamique de Mauritanie à cette organisation pour l'année 1992 1993.

ART 2 - La dépense est imputable au Budget de l'Etat gestion 1993, titre 30 chapitre 01 article 14 Paragraphe 55. Ce montant sera viré au compte n° 015-008282 auprès de la CHAMICAL BANK UNITED NATIONS NEW-YORK

ART 3 - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Trésorier Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

*Décision n° 1158 du 17 juillet 1993 portant le versement de la participation de la République Islamique de Mauritanie à la Garantie des Investissements*

ARTICLE PREMIER - Est autorisée la somme de . DE TREIZE MILLIONS CINQUANTE UN MILLE CINQUANTE (13.351.750) Ouguiya au profit de la Garantie des Investissements du Maroc. Ce montant sera réparti comme suit : cent huit mille trois cent quatre-vingt Ouguiya au titre de la cinquième des arriérés sur le capital et quarante trois mille trois cent quatre-vingt Ouguiya au titre de la sixième des intérêts.

ART 2 - La dépense est imputable au Budget de l'Etat gestion 1993, titre 01 chapitre 10 Paragraphe 10. Ce montant sera viré au compte n° 6014970101 à la BANQUE ALGERIENNE centre principale B P 9 Koueït.

ART 3 - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Trésorier Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### ERATUM

J.O n° 799 P 126

Décret n° 93 18 du 14 janvier 1993

Lire

Article 1er - Est concédé à titre provisoire à la Société anonyme de construction et d'Entretien de Gérance et d'Entretien ( S.A.CETEG-B.T.P.) un terrain d'une superficie de 6.300 m² industrielle et commerciale du secteur Carrefour Nktt Warf/Rosso lot n° 12 et 13.

**Ministère des Mines et de l'Industrie**

#### ACTES DIVERSE

*ARRÊTÉ n° 315 du 12 juillet 1993 portant autorisation d'installation d'une unité industrielle à Nouakchott.*

ARTICLE PREMIER - La Société Africaine de Peinture (SAPEINT) est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité industrielle de production d'oxygène, d'Acétylène, d'Azote et de gaz destinés à la soudure, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret 85.164 du 31/07/1985.

ART 2 - La Société Africaine de Peinture (SAPEINT) est tenue d'employer 10 travailleurs permanents. A cet effet, elle doit présenter au Ministère chargé de l'Industrie dans les trois (3) mois après la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant, l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi, l'autorisation lui sera retirée.

ART 3 - La date de mise en exploitation prévue à l'article 2 ci-dessus sera soumise au ministre chargé de l'Industrie du projet.

ART 4 - La société Africaine de Peinture est tenue de se soumettre à la surveillance du service du Contrôle de l'Industrie. Elle est tenue en outre de respecter les dispositions du décret n° 85-164 du 31 juillet 1985 et de l'ordonnance n° 84-100 du 15 février 1984 subordonnant l'exercice des activités industrielles à autorisation.

ART 5 - Le secrétaire général du Ministère de l'Industrie est chargé de l'exécution de l'arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

## ACTES DIVERS

*Decret n° R - 93-084 du 31 juillet 1993 portant nomination d'un conseiller technique au Ministère du Développement Rural et de l'Environnement*

ARTICLE PREMIER - Est nommé à compter du 31 mars 1993 au Ministère du Développement Rural et de l'Environnement,

CABINET DU MINISTRE :

Conseiller Technique chargé du suivi des campagnes et de la promotion du mouvement associatif et du secteur privé : Monsieur Sid'Ahmed Ould El Bou,

ingénieur principal  
précédemment directeur d

ART 2 - Le Ministre du  
l'Environnement est chargé  
décret qui sera publié au  
République Islamique de M

## Ministère de L'Hydraulique et de L'Energie

## ACTES DIVERS

*Decision n° 950 du 17 mai 1993 portant autorisation d'exploitation d'un forage à ain -bahah situé à 70 Km à l'Est d'Aioun au profit de Monsieur Ahmed Jiddou O/ Hamadi Représentant la Collectivité de Tounwajiw installée à ain -Bahah.*

ARTICLE PREMIER - Il est accordé à Monsieur Ahmed Jiddou O/ Hamadi Représentant la Collectivité de Tounwajiw installée à ain -Bahah.

L'Autorisation d'exploiter le forage situé à 1500 m du Goudron (Commune Oum-Lahyad) Wilaya du Hodh El Gharbi.

Art 2 - l'utilisation de cet

Art 3 - L'entretien de l'  
sont obligatoires et inco  
signera un contrat de mai  
de l'Hydraulique

Art 4 - Les autorités re  
l'Hydraulique sont charg  
concerne, de l'application  
sera publiée au Journal  
Islamique de Mauritanie

## Ministère de L'Education Nationale

## ACTES REGLEMENTAIRES

*ARRÊTÉ n° R 096 du 11 juillet 1993 ouvrant le Concours d'entrée aux Ecoles Normales d'Instituteurs de Nouakchott et d'Aioun.*

ARTICLE PREMIER - Un Concours d'entrée en 1ère et 3ème Année des Ecoles Normales se déroulera les samedi 18 et dimanche 19 septembre 1993 à Nouakchott, Aioun, Kiffa, Kaédi et Atar

ART 2 - Le Registre d'inscription est ouvert du lundi 5/7/ au jeudi 12 août 1993 à 13 heures.

ART 3 - Les dossiers de candidature seront déposés à la DREF d'Atar et à l'ENI de Nouakchott pour les candidats de l'ENI de Nouakchott tandis que les dossiers de candidature à l'ENI d'Aioun seront déposés dans les DREF d'Aioun, Kiffa, et Kaédi.

ART 4 - Le dossier de candidature se compose de :  
- Une demande manuscrite timbrée à 50UM et précisant l'établissement où le candidat désire faire sa formation.

Un bulletin de naissance  
tenant lieu attestant que l  
ans au moins et 27 ans a  
année ou 17 ans au moins  
3ème année

- Un certificat de Nationali  
- Un certificat médical dat  
- Un extrait de casier judi  
mois

- Une copie du Brevet d'E  
un certificat de fin d'Etud  
année.

- Une copie du Baccala  
équivalent pour la troisièm  
Quatre photos d'identités.

ART 5 - Les coefficients,  
épreuves qui sont du nive  
premier cycle secondaire  
année du 2ème cycle seco  
fixés comme suit



A/ 1<sup>ère</sup> Année

	Option arabe			Option Française			Option
	Langue	Coeff	durée	Langue	Coeff	durée	Langue
Sujet O.G	Arabe	4	3h	Français	4	3h	Français
Maths	Arabe	3	2h	Français	3	2h	Arabe
Educat 1st	Arabe	2	1h30	Arabe	1	1h	Arabe
	B/ 3 <sup>ème</sup> Année						Option
	Langue	Coeff	durée	Langue	Coeff	durée	Langue
Sujet O.G	Arabe	4	3h	Français	4	3h	Arabe / Français

ART 6 - Les épreuves seront communes et le centre de correction unique à Nouakchott. Le classement général des candidats par ordre de mérite, par option, et par établissement.

ART 7 - Dans le cas où les places restent vacantes dans l'une ou l'autre ENI, ces places pourront être pourvues à partir des candidats de l'autre ENI et ce dans la limite du nombre de places fixées par l'arrêté et le désir des candidats admissibles et de l'ordre de mérite.

ART 8 - Les places mises en concours sont fixées comme suit :

A/ 1<sup>ère</sup> Année

Option	ENI / Aioun	ENI / Nouakchott
Arabe	25	25
Bilingue	00	20
Français	00	20

B / 3<sup>ème</sup> Année :

Arabe	280	100
Bilingue	40	30
Français	00	20

ART 9 - Le Ministère de l'Education Nationale se réserve le droit de modifier le nombre de places dans l'une ou l'autre en cas de besoin.

ART 10 - Le jury établira, après avoir pourvu le nombre de places mises en concours, une liste complémentaire par ordre de mérite des candidats admissibles qui peuvent être appelés à occuper les places constatées vacantes ou celles qui le deviendraient dans les deux mois qui suivent le début du cours.

ART 11 - Les candidats admis à occuper les places de ceux de la liste complémentaire de la commission d'aptitude v du 07/ 05/ 81 fixant l'org fonctionneme des ENI.

ART 12 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de la Fonction Publique du Travail de la Jeunesse et des Sports

#### ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 307 du 7 juillet 1993 portant régularisation de la situation administrative d'un fonctionnaire**

**ARTICLE PREMIER.** - Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté 565 du 14/10 / 92 portant radiation des cadres et admission à la retraite de certains fonctionnaires sont rapportées en ce qui concerne Monsieur Corera Issaga, professeur de l'enseignement supérieur pour le maintenir en activité.

**ART.2.** - L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Education Nationale.

**ART.3.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 310 du 12 juillet 1993 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'ENSP (promotion 1991)**

**ARTICLE PREMIER.** - Les élèves - fonctionnaires dont les noms suivent, titulaires des diplômes d'infirmier diplômé d'Etat, de sage - femme et d'infirmier médico - sociaux de l'Ecole Nationale de la santé Publique de Nouakchott sont à compter du 6/2/93 nommés et titularisés conformément aux indications ci - après :

**ANCIENNETE CONCERNEE : 1 AN 6 MOIS 12 JOURS (24/7/91)**

**I d'infirmiers diplômés d'Etat de 2 ° classe , 1er échelon (indice 480)**

- 1 El Mahfoudh ould hadde, né en 1965 à Aioun
- 2 Sid'Ahmed ould Bpuh, né en 1967 à Tidjikja

- 3 - El Houssein Bâ
- 4 - Ethmane ould Nouakchott
- 5 - Lemonek ould Macène
- 6 - Hamoud ould M Agueilet (Mongu)
- 24 - Khadijetou mint Mederdra
- 25 - fatimetou mint Mederdra
- 26 - Aminetou mint 1971 à Aleg
- 27 - Marième mint Boutitlimit
- 28 - bamaba mint Mo
- 29 - Aminetou mint Nouakchott
- 30 - Ouldd Mohame Idini
- 31 - Moctar ould Bou
- 32 - Mint Ahmedou c Naga
- 33 - Samba Coulibaly
- 34 - Cheikhna Ahme à Agueilatte
- 35 - Zahra mint Sidi
- 36 - Minit El Mokta Nouakchott
- 37 - Zeinabou Ou mo en 1967 à Tidjikja
- 38 - Moustapha ould en 1970 à Kiffa
- 39 - Hassane ould Nouakchott
- 40 - Sid Adboula Ch
- 41 - Mismiya Sarr, né

**ART 2** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 312 du 12 juillet 1993 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'ENSP (promotion 1992)**

**ARTICLE PREMIER** - Les élèves, fonctionnaires dont les noms suivent, titulaires des diplômes d'infirmier diplômé d'Etat, de sage-femme assistants sociaux et d'infirmier médico-sociaux de l'Ecole Nationale de la Santé Publique de Nouakchott sont à compter du 6/2/93 nommés et titularisés conformément aux indications ci-après :

**ANCIENNETÉ CONCERNÉE : 6 MOIS 12 JOURS (14/7/91)**

**I - d'infirmiers diplômés d'Etat de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 480)**

- 1- Mohamed ould Sneiguel, né en 1970 à Kiffa
- 2- Didibé Kodore, né en 1965 à Nouakchott
- 3- Bouh ould Moctar, né en 1966 à Nouakchott
- 4- Mohamed vadel ould Mohamedna, né en 1967 à Iweinat Izbil
- 5- Mohamed Mahmoud ould Mohamed Moustapha, né en à 1968 à Guerrou
- 6- El Moustapha ould habiboullah, né à en 1968 à Boutilimit
- 7- Abba ould habibourrahmane, né en 1968 à Kiffa
- 8- Sadvy ould Mohamed, né en 1968 à Aioun
- 9- ba mamadou hamady, né en 1967 à Bagodine
- 10- Ousmane Dieng, né en 1963 à M'Bagne
- 11- Guewad ould salem ould Mahamoud, né en 1972 à Tamchekeft
- 12- dem Abdourrahmane Abdoulaye, né en 1971 à Bababé
- 13- Idaye Amadou Ibra, né en 1968 à M'Bagne
- 14- Dillo Roukayatou Hamidou, né en 1967 à Kaédi
- 15- Alpha Saïda, né en 1967 à M'Bagne
- 16- Cheikh ould Mahmoud, né en 1965 à Aleg

- 22- Ousmane Amadou
- 23- Mamadou Sano
- 24- Fatimetou mint  
tidjikja
- 25- Iyatt mint B  
Mederdra
- 26- Mohame dEl M  
1969 à Nouakch
- 27- Ould Mohamed  
Mederdra
- 28- Marieme min  
Tidjikja
- 29- Khatty ould M  
à Kiffa
- 30- Mint Himeyne  
Mederdra
- 31- Kane Mame, né
- 32- Soultane mint s
- 33- Bah El. Ghawt  
en 1970 à Mede
- 34- Ould M'barec  
Nouakchott
- 35- Cheikh ould El  
à Monguel
- 36- Maimouna mi  
Akjoujt
- 37- Ba Mamadou  
Boghé
- 38- Benine mint B  
1970 à Keur - M
- 39- Mohamed ould  
Rosso
- 40- Mariem mint I
- 41- Abderrahmane  
Nouakchott
- 42- Mohamed Mah  
1968 à R'Kiz.

**ART 2** - Le présent arrêté  
Officiel de la République

**ARRÊTE n° 313 du 12 juillet 1993 portant nomination et titularisation de certains élèves sortants de l'ENSP (promotion 1990)**

**ARTICLE PREMIER . -** Les élèves - fonctionnaires dont les noms suivent, titulaires des diplômes du cycle R et C de l'Ecole Nationale de la Santé Publique de Nouakchott sont à compter du 6/2/93 nommés et titularisés conformément aux indications ci après

**ANCIENNETE CONCERNEE 2 AN 6 MOIS 12 JOURS (5/8/90)**

**I - d'infirmiers diplômés d'Etat de 2 ° classe , 1er échelon (indice 480)**

- 1- Ould Ahmed salem Mohamed Ali, né en 1969 à Mederdra
- 2- brahim ould Mohamed Nouetjem, né en 1967 à Atar
- 3- Cheibany ould Habibou Rahmane, né en 1966 à Baréol
- 4- Ould Mohame d'Abdallahi ould Mohame Lemine, né en 1968 à Wade - Nague
- 5- Yenge ould Mohamed El Moctar, né en 1966 à Moudjéria
- 6- Sidi Mohamed ould Mohamed El Moctar, né en 1968 à Magta - Lahjar
- 7- Mohamed ould Sidi, né en 1965 à Kiffa
- 8- Hassane ould Moulaye, né en 1964 à M'Bout
- 9- rabani ould Ahmed Salem, né en 1966 à Mederdra
- 10- Mohamed Fall ould Mohameden, né en 1970 à Mederdra
- 11- Mohamed Lemine ould Wousseini, né en 1966 à Magta - Lahjar
- 12- Ould Maïtha Mohamed El Habib, né en 1969 à Mederdra
- 13- Idrissa Douasa, né en 1968 à Boghé
- 14- Mohamed Hamath Abou, né 1965 à Nouakchott
- 15- Ould Maouloud Khaïy, né 1966 à Rosso
- 16- Sidi ould Ahmed El Beyc, né en 1967 Aoujeft
- 17- nagi ould Yekeber, né en 1965 à Kiffa
- 18- Niang Diadié, né en 1965 à Cany / R'Kiz
- 19- Mohamedou ben Abderrahim, né en 1966 à Boghé

- 20- Moulaye Ely ould à Mederdra
- 21- Ould Saad Bou Kiffa
- 22- Isselem Bouh Soulé, né 1963 à

**Sages Femmes diplômés (indice 560)**

- 1 El Walda mint a Magta - Lahjar
- 2 Mah mint Sidi
- 3 Fatimetou mint en 1968 à Akjou
- 5- Marième mint Nouakchott
- 6 Marième mint Tidjikja
- 7 Fatimetou Diop
- 8- Maoulouda mint Nouakchott
- 9- Fatimetou mint Nouakchott
- 10- Sy Faty, née en
- 11- Dieng Aminata
- 12- Fatimetou mint Braham, née 19

**Infirmiers Médico - sociaux (indice 300)**

- 1- Mohamedou M Djeol
- 2 Diallo Amadou
- 3- Eych mint Khaïy à Aioun
- 4- Aminetou Di Nouakchott
- 5- Diariata Ba, née
- 6- Salka mint Zaid
- 7- Dama Thiam M
- 8 Mohamed yous Mattam
- 9- Ba Fatimata M Nouakchott
- 10- Sy Ousmane né
- 11- Abdoul Djoug Kankossa
- 12- Mamadou Amad
- 13- Hawa Malik, née
- 14- Diakhaté Cheikh
- 15- Hawa Sow, née

- 16- Ba Oumar ,né 1963 à Boghé
- 18- Mint Maciré Mame née en 1966 à Tidjikja
- 19- Oumar mint Abdoul Wedoud,née en 1967 à Nouakchott
- 20- Amar ould Seyid Ali, né en 1968 à Kobony
- 21- Aboubecrine Sy ould Sidi Malik, né en 1965 à Kaédi
- 22- Hamidine Dieng,né en 1965 à Selibaby
- 23- Mohamed ould Mohamed, né en 1971 à Boutilimit
- 24- Mohamed ould Alioun, né en 1969 à Nouakchott
- 25- Kouékana mint Ely, née en 1971 à Wade - Naga
- 26- El hadj ould Mohamed Salem, né en 1971 à Boutilimit
- 27- Billal ould Mohamed M'Bareck, né en 1967 à Kiffa
- 28- Khadijetou mint horma, née en 1971 à Boutilimit
- 29- dad ould Mohame dmahmoud,né en 1967 à Néma
- 30- Mint Mohamedou Fatintetou, née en 1972 à Boutilimit
- 31- Sid Abdallahi ould sdvi, né en 1970 à Guerrou
- 32- Mohamed hafedh ould Ahmed Mahmoud, né en 1971 à Boutilimit
- 33- Mohame d Lemine ould El Ilacen, né en 1968 à Boutilimit
- 34- Fatimetou mint Hama, née en 1970 à Nouakchott
- 35- Barry Zakaria Abdoulaye, né en 1968 à Kaédi
- 36- Sidi ould M'Bareck ,né en 1970 à Boumdeid
- 37- Marième mint Abderrahmane, née en 1971 à Nouakchott
- 38- Mint Mohamedou Fatimetou, née en 1972 à Mederdra
- 39- Aminetou mint Tidjani, née ne 1968 à Boutilimit
- 40- Aminetou.mint Mohamed Aly, née en 1969 à Akjoujt
- 41- Mariam mint Salem, née en 1967 à Moudjéria

- Mahmoud oul
- Nouakchott
- 43- M'barecka min
- R'Kiz
- 44- Yensraha min
- 1968 à Wade - N
- 45- Habib ould Mol
- à Nouakchott
- 46- Nagi ould Sidi
- Lahjar
- 47- Mohamed oul
- 1967 à Boutilin
- 48- Havssatou mi
- 1967 à Nouakch

ART 2 - Le présent arrêté  
Officiel de la République

*ARRÊTÉ n° 318 du*  
*titularisation d'un profess*

ARTICLE PREMIER . . . Mor  
professeur licencié stagi  
12/11/88, est titularisé  
échelon (indice 810) à com

ART 2 - Le présent arrêté  
Officiel de la République

*ARRÊTÉ n° 320 du 17 j*  
*de certains professeurs de*

ARTICLE PREMIER . . . Les  
l'enseignement supérieur

titularisés conformément aux indications du tableau ci-après :

Noms et Prénoms	titre académique	Ancienne situation	Durée du stage
DN			
Mohamed Fall El Moustapha né en 1964 à R'Kiz	CEA en maths Fac Med V	Niveau A1 (indice 1010) depuis le 1/1/89	2 ans
Aichetou mint Mohamed Abdallahi 1964 à Mederdra	CRC / lettres Fac / Lettres Med V	niveau A1 (indice 1010) depuis le 1/1/87	2 ans
Mohamed ou Sedoum Ahmed	Diplôme centre de de recherche et études (Centre	Niveau A2 (indice 1010) depuis le 1/1/89	2 ans

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique

*ARRÊTÉ n° 326 du 17 juillet 1993 portant nomination et titularisation d'un technicien*

ARTICLE PREMIER . - Monsieur Baba ould Ahmed ould Abidine, infirmier diplômé (indice 560) depuis le 2/11/86 titulaire du diplôme d'assistant en Genie Medical de Damas en Syrie, est à compter du 1/10/ 88 du point de vue ancienneté et à compter du salaire, nommé et titularisé technicien supérieur de santé 2° classe 1er échelon (indice 560)

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique

*ARRÊTÉ n° 327 du 17 juillet 1993 portant rectificatif de certaines dispositions de l'arrêté*

ARTICLE PREMIER . - Les dispositions de l'arrêté n° 557 du 14/ 12/89 portant nomination de professeurs, sortants de l'ENS sont rectifiées en ce qui concerne M'Bareck ould Tfeil ci-après

Au lieu de : M'Bareck ould Tfeil, né le 15/11/1949 à Podor (Sénégal)  
Lire : M'Bareck Sidi ould Tfeil, né le 15/11/1949 à Podor (Sénégal)  
le reste sans changement

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique

## Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

## ACTES DIVERS

*Arrêté n° R. 091 du 5 juillet 1993 portant affectation d'un terrain à Nouakchott au profit du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales*

**ARTICLE PREMIER** Est affecté au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales pour les besoins du corps de bienveillance des Emirats Arabes Unis un terrain d'une superficie de 4320m<sup>2</sup> (quatre mille trois cent vingt mètres carrés), objet des lots n° 1915 et 1915 bis dans la Moughataa d'Arafat, conformément aux plans joints.

**ART 2** Le Terrain est de médical

**ART 3** Le Directeur de l'Enregistrement et du l'application du présent au Journal Officiel de la R. Mauritanie

## Délégation Générale Chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'In

## ACTES DIVERS

*ARRÊTE n° R.097 du 12 juillet 1993 portant délégation de signature .*

**ARTICLE PREMIER** Délégation est donnée à Monsieur Mohamed ould Mohamed El Moctar, directeur administratif et financier de la Délégation Générale chargée des Mauritaniens à l'étranger et de l'insertion à l'effet de signer

- Toutes les pièces comptables;
- Les ordres de mission et les feuilles de déplacement de tous les fonctionnaires et agents de la délégation, pour les déplacements effectués à l'intérieur du pays.
- Les notes de service relatives à l'organisation administrative de la Délégation Générale,
- les bons de commandes,
- les bordereaux d'envoi,
- les réquisitions des transports;
- Les communications à la Radio et à la Télévision

**ART.2** - La signature de Monsieur Mohamed ould Mohamed El Moctar, directeur administratif et financier sera communiquée en double spécimen, à l'ordonnateur délégué et au contrôleur financier

**ART.3.** - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté .

**ART.4.** Le directeur administratif et financier de la Délégation Générale chargée des Mauritaniens à l'étranger et de l'insertion est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

*ARRÊTE n° R.098 du nomination du Président de la commission départementale de la délégation générale chargée de l'Etranger et de l'Insertion.*

**ARTICLE PREMIER** - La commission des marchés de la délégation des Mauritaniens à l'étranger constituée ainsi qu'il suit:

**PRÉSIDENT:**  
Mohamed ould directeur administratif

**VICE PRÉSIDENT:**  
Mohamed Abdallah de l'émigration;

**MEMBRES**  
Mohamed ould programmes;  
Coulibaly Hamadi des projets;  
Mohamed Abderra service de la traduction;  
El Hassen ould M service des Mauritaniens à l'étranger

**ART 2.** Le directeur administratif et financier chargé de l'exécution du présent arrêté sera publié au Journal Officiel de Mauritanie .

## III - ANNONCES

## ERRATUM

Les JO n° 807 et 808 des 15 et 30 juin 1993 respectivement les pages 364 et 384

## Avis de perte

Lire: titre foncier n° 367 domicile 12K2 au nom de El Khalil ould Elemine né en 1942 a Nouadhibou commerçant.

## AVIS DE PERTE

Il est porté à la connaissance du public la perte de la copie du titre foncier n° 3283 du cercle de Trarza, formulant le lot n° 91 de l'Ilot A, appartenant à l'union des Banque de Développement (UBD) à Nouakchott.

Nouakchott, le 01 / 07 / 1993  
le Notaire  
Mohamed Ould Boudida

## AVIS DE

Il est porté à la connaissance de la copie du titre foncier n° 526 du Cercle du Trarza au Sie Abidine Homme d'affaires

Nouakchott, le  
le No  
Mohamed O

## AVIS DE

Il est porte a la connaissance de la copie du titre foncier n° 526 du Cercle du Trarza au Sie Salem ne en 1936 à Chingu

Nouakchott, le  
le No  
Mohamed O

ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO	BIMENSUEL Paraissant les 15 et 30 de chaque mois	ANNUEL
<b>Abonnements :</b> Ordinaire ..... UN AN ..... 4000 UM Pays du Maghreb ..... 4000 UM Etrangers ..... 5000 UM <b>Achats au numero</b> Prix unitaire ..... 200 UM	<b>POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO</b> S'adresser à la direction de l'Edition du Journal officiel, B.P. 188, Nouakchott (Mauritanie) Les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par cheque ou virement bancaire Compte Cheque Postal n° 391 Nouakchott	Les années L'administrateur qualifié

Edite par la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et de l'Impression

PREMIER MINISTÈRE